

# **GE\_GERICHTE C/26570/2023 vom 8. Oktober 2024**

GE Cour de justice, 2024-10-08, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_C\\_26570\\_2023](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_C_26570_2023)

FR: GE\_GERICHTE C/26570/2023 du 8 octobre 2024

IT: GE\_GERICHTE C/26570/2023 del 8 ottobre 2024

## **Regeste**

CC.279

## **Erwägungen**

### **E. 1.1**

L'appel formé par les enfants est recevable pour avoir été interjeté auprès de l'autorité compétente (art. 120 al. 1 let. a LOJ), selon la forme prescrite par la loi (art. 130, 131 et 311 CPC) et dans le délai utile de dix jours (art. 142, 248 let. d et 314 al. 1 CPC), à l'encontre d'une décision sur mesures provisionnelles (art. 308 al. 1 let. b CPC), statuant sur la contribution d'entretien due à des enfants mineurs, soit sur une affaire patrimoniale dont la valeur litigieuse est, compte tenu des conclusions formulées à ce titre en première instance, supérieure à 10'000 fr. (art. 91 al. 1, 92 et 308 al. 2 CPC). L'appel formé en son nom propre par la mère est par contre irrecevable, puisque l'action alimentaire doit être intentée par l'enfant (art. 279 CC).

### **E. 1.2**

L'autorité de céans revoit la cause avec un plein pouvoir d'examen en fait et en droit (art. 310 CPC). Les mesures provisionnelles prises dans le cadre d'une action alimentaire étant soumises à la procédure sommaire au sens propre (art. 248 let. d et 303 CPC; Jeandin, Commentaire romand CPC, 2<sup>ème</sup> éd., 2019, n. 3 ad art. 303 CPC), sa cognition est limitée à la simple vraisemblance des faits et à un examen sommaire du droit, l'exigence de célérité étant privilégiée par rapport à celle de sécurité (ATF 138 III 636 consid. 4.3.2; arrêts du Tribunal fédéral 5A\_812/2015 du 6 septembre 2016 consid. 5.2; 5A\_937/2014 du 26 mai 2015 consid. 6.2.2).

### **E. 1.3**

Le présent litige, circonscrit à la quotité de la contribution due pour l'entretien d'enfants mineurs, est soumis aux maximes inquisitoire illimitée et d'office (art. 296 al. 1 et 3 CPC). L'autorité de céans établit en conséquence les faits d'office, n'est pas liée par les conclusions des parties, ni par l'interdiction de la reformatio in pejus (ATF 129 III 417 consid. 2.1.1; arrêts du Tribunal fédéral 5A\_20/2022 du 28 août 2020 consid. 5; 5A\_841/2018 du 12 février 2020 consid. 5.2; Bastons Bulletti, Petit commentaire CPC, 2020, n. 19 ad art. 317 CPC).

### **E. 2**

Les pièces nouvelles produites par les parties sont recevables dès lors que dans les causes de droit de la famille concernant des enfants mineurs, tous les faits et moyens de preuve nouveaux sont admis en appel, et ce jusqu'aux délibérations, même si les conditions prévues par l'art. 317 al. 1 CPC ne sont pas réalisées (ATF 144 III 349 consid. 4.2 ; 142 III 413

consid. 2.2.5 et 2.2.6).

### **E. 3**

Les appelants ont formulé un certain nombre de griefs contre l'état de fait retenu par le Tribunal. Celui-ci a été modifié et complété de manière à y intégrer tous les faits pertinents pour l'issue du litige.

### **E. 4**

Le Tribunal a fixé les contributions d'entretien selon la méthode du minimum vital avec répartition de l'excédent. Le disponible de la mère était de 2'937 fr. 50 soit 6'529 fr. 70 de revenus moins 3'592 fr. 20 de charges et celui du père de 7'084 fr., soit 14'056 fr. 60 moins 6'972 fr. 60. Au regard du niveau de vie des parties, les enfants devaient pouvoir continuer à fréquenter l'école privée et ces frais devaient être supportés par le père. Les frais de C\_\_\_\_\_ étaient de 2'485 fr. par mois écolage compris (3'883 fr. 90 moins 1'398 fr. 50 de rentes) et ceux de A\_\_\_\_\_ de 2'796 fr. (4'194 fr. 90 moins 1'398 fr. 85 de rentes). Il incombait au père de prendre ces frais en charge. Après versement de ces montants, son excédent était de 2'047 fr. L'excédent de la mère étant supérieur, il se justifiait de limiter à 200 fr. la part d'excédent de chaque enfant. Le père devait dès lors être condamné à verser 460 fr. pour C\_\_\_\_\_ en main de la mère et à s'acquitter de son écolage en 2'229 fr. par mois. La contribution due à A\_\_\_\_\_ était quant à elle de 750 fr., plus 2'242 fr. d'écolage.

4.1.1 Selon l'art. 303 al. 1 CPC, si la filiation est établie, le défendeur peut être tenu de consigner ou d'avancer des contributions d'entretien équitables. Au vu de la nature des mesures provisionnelles, la partie requérante doit rendre vraisemblable qu'elle est menacée d'une atteinte à ses intérêts juridiques difficilement réparables. Les conclusions de la partie requérante doivent au surplus apparaître bien fondées sous l'angle de la vraisemblance, aussi bien sur le principe que dans leur quotité (Moret/Steck, Basler Kommentar ZPO, 2017, n. 17 et 18 ad art. 303 CPC, Dietschy-Martenet, Petit commentaire, CPC, 2021, n. 12 ad art. 303 CPC). 4.1.2 Selon l'art. 276 CC, l'entretien de l'enfant est assuré par les soins, l'éducation et des prestations pécuniaires (al. 1). Les parents contribuent ensemble, chacun selon ses facultés, à l'entretien convenable de l'enfant et assument en particulier les frais de sa prise en charge, de son éducation, de sa formation et des mesures prises pour le protéger (al. 2). La contribution d'entretien doit correspondre aux besoins de l'enfant ainsi qu'à la situation et aux ressources des père et mère; il est tenu compte de la fortune et des revenus de l'enfant (art. 285 al. 1 CC). La loi prévoit que l'enfant peut agir contre son père et sa mère, ou contre les deux ensembles, afin de leur réclamer l'entretien pour l'avenir et pour l'année qui précède l'ouverture de l'action (art. 279 al. 1 CC). 4.1.3 En cas de garde exclusive attribuée à l'un des parents, la charge financière de l'enfant est en principe assumée entièrement par l'autre parent, la prise en charge en nature équivalant à la prise en charge financière (ATF 147 III 265 consid. 5.5; 135 III 66 consid. 4; arrêts du Tribunal fédéral 5A\_870/2020 du 7 mai 2021 consid. 4.3 et 5A\_450/2020 du 4 janvier 2021 consid. 5.3). En pareil cas, eu égard au principe de l'équivalence des prestations en argent et en nature, l'obligation d'entretien en argent incombe en principe entièrement à l'autre parent, même si dans certaines circonstances, il peut se justifier de s'écarter de ce principe (ATF 147 III 265 consid. 5.5 et 8.1). 4.1.4 Les contributions d'entretien du droit de la famille doivent être calculées selon la méthode du minimum vital avec répartition de l'excédent (dite en deux étapes) (ATF 147 III 249 in SJ 2021 I 316, 147 III 265, 147 III 293, 147 III 301). Cette méthode implique d'établir dans un premier temps les moyens financiers à disposition, en prenant en considération tous les revenus du travail, de la fortune, les

prestations de prévoyance ainsi que le revenu hypothétique éventuel. Il faut inclure les prestations reçues en faveur de l'enfant (notamment les allocations familiales ou d'études). Ensuite, il s'agit de déterminer les besoins de l'enfant dont l'entretien est examiné, c'est-à-dire le montant de son entretien convenable. Celui-ci dépend des besoins concrets de l'enfant et des moyens disponibles. Les ressources à disposition sont réparties entre les différents membres de la famille, dans un ordre déterminé : il faut tout d'abord couvrir le minimum vital du droit des poursuites ou, si les moyens le permettent, le minimum vital du droit de la famille de chaque partie. L'éventuel excédent est ensuite réparti de manière équitable en fonction de la situation concrète, en tenant compte de toutes les circonstances entourant la prise en charge de l'enfant (ATF 147 III 265 consid. 7 et 7.1). Selon l'art. 285a al. 1 CC, les allocations familiales versées à la personne tenue de pourvoir à l'entretien de l'enfant doivent être payées en sus de la contribution d'entretien. Sauf décision contraire du juge, il en va de même des rentes d'assurances sociales et des autres prestations destinées à l'entretien de l'enfant qui reviennent à la personne tenue de pourvoir à son entretien (art. 285a al. 2 CC). Il s'agit notamment des rentes pour enfants selon les art. 35 de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI) et 25 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle, vieillesse et survivants (LPP). Les prestations visées par l'art. 285a al. 1 et 2 CC ne sont pas prises en compte dans le calcul du revenu du parent qui les reçoit. Elles sont retranchées du coût de l'entretien de l'enfant. Le juge doit par conséquent les déduire préalablement du coût d'entretien de l'enfant lorsqu'il fixe la contribution d'entretien (ATF 137 III 59 consid. 4.2.3; 128 III 305 consid. 4b; arrêts du Tribunal fédéral 5A\_730/2020 du 21 juin 2021 consid. 5.3.2.2.4; 5A\_451/2019 du 28 juin 2020 consid. 3.3.3; Perrin, Commentaire romand, Code civil I, 2023, n. 37 ad art. 285-285a CC). Dans le calcul des besoins, le point de départ est le minimum vital du droit des poursuites, comprenant l'entretien de base selon les Normes d'insaisissabilité (NI 2024, RS/GE E 3 60.04), lequel inclut, notamment, les assurances privées, les dépenses pour l'éclairage et le courant électrique (norme I.). Sont, en outre, ajoutés au montant de la base mensuelle d'entretien de 1'350 fr. pour un débiteur monoparental ou de 1'200 fr. pour un débiteur seul, le loyer (norme II.1), une part des frais de logement du parent gardien, de sorte que le loyer imputé à l'époux attributaire doit être diminué dans cette mesure (arrêt du Tribunal fédéral 5A\_1068/2021 du 30 août 2022 consid. 3.2.2; 20% pour un enfant, 30% pour deux enfants et 40% dès trois enfants, cf. Burgat, Entretien de l'enfant, des précisions bienvenues : une méthode (presque) complète et obligatoire pour toute la Suisse; analyse de l'arrêt du Tribunal fédéral 5A\_311/2019, Newsletter Droit-Matrimonial.ch janvier 2021, p. 15). Viennent également en sus les frais de chauffages et les charges accessoires du logement (norme II.2). L'obligation d'entretien trouve sa limite dans la capacité contributive du débirentier, en ce sens que le minimum vital – du droit des poursuites – de celui-ci doit être préservé (ATF 147 III 265 précité consid. 7.4; 141 III 401 consid. 4.1; 140 III 337 consid. 4.3 et les références citées). Dans la mesure où les ressources financières le permettent, l'entretien convenable doit être élargi au minimum vital du droit de la famille. Pour les parents, les postes suivants entrent généralement dans cette catégorie : les impôts, les forfaits de télécommunication, les assurances, les frais de formation continue indispensable, les frais de logement correspondant à la situation financière (plutôt que fondés sur le minimum d'existence), les frais d'exercice du droit de visite, un montant adapté pour l'amortissement des dettes, et, en cas de circonstances favorables, les primes d'assurance-maladie complémentaires, ainsi que les dépenses de prévoyance privée des travailleurs indépendants. Hormis ce dernier cas, les assurances servant à constituer de l'épargne, comme un 3<sup>ème</sup> pilier, ne doivent pas être

incluses dans le minimum vital du droit de la famille. Il peut néanmoins en être tenu compte dans l'étape de la répartition de l'excédent (Stoudmann, *Le divorce en pratique*, 2021, pp. 136-137). Chez les enfants, il peut être tenu compte, notamment, d'une part d'impôts et des primes d'assurance-maladie complémentaire (ATF 147 III 265 consid. 7.2; arrêts du Tribunal fédéral 5A\_509/2022 du 6 avril 2023 consid. 6.4.2; 5A\_973/2021 du 8 août 2022 consid. 4.2). Seuls les frais de logement effectifs ou raisonnables doivent être pris en considération dans le calcul des charges. Les charges de logement d'une partie peuvent ne pas être intégralement retenues lorsqu'elles apparaissent excessivement élevées au regard de ses besoins et de sa situation économique concrète (arrêt du Tribunal fédéral 5A\_208/2022 du 4 octobre 2022 consid. 5.2.1). Lorsque le minimum vital de droit de la famille est pris en compte, les frais de véhicule peuvent s'ajouter aux charges des parties même s'ils ne sont pas strictement indispensables (par exemple parce qu'il est possible pour les parties de prendre les transports publics pour se rendre à leur travail) (arrêts du Tribunal fédéral 5A\_6/2023 du 10 août 2023 consid. 7; 5A\_703/2011 du 7 mars 2012 consid. 4.2).

L'indemnité pour frais de repas n'a lieu d'être prise en compte que pour autant qu'une partie soit contraint de prendre ses repas sur son lieu de travail, les frais d'alimentation courants étant pour le surplus déjà inclus dans le montant de base du minimum vital du droit des poursuites (arrêts du Tribunal fédéral 5A\_314/2022 du 15 mai 2023 consid. 5.2.3; 5A\_765/2007 du 17 septembre 2008 consid. 3.2). Lorsque les moyens à disposition le permettent, les frais d'écolage dans une institution privée peuvent être inclus dans le minimum vital du droit de la famille (De Poret Bortolaso, *Le calcul des contributions d'entretien*, in SJ 2016 II p. 150). Les postes supplémentaires tels que les vacances et les loisirs doivent en revanche être financés par l'éventuel excédent ; ils ne doivent pas être pris en compte dans le calcul du minimum vital du droit de la famille (ATF 147 III 265 consid. 7.2; arrêts du Tribunal fédéral 5A\_973/2021 du 8 août 2022 consid. 4.2; 5A\_608/2011 du 13 décembre 2011 consid. 6.2.3). La charge fiscale à inclure dans les besoins élargis de l'enfant correspond à la proportion du revenu de l'enfant (notamment la contribution d'entretien en espèces et les allocations familiales) au regard du revenu total imposable du parent bénéficiaire, appliquée à la dette fiscale totale de ce parent. Ainsi, si le revenu attribuable à l'enfant représente, par exemple, 20% du revenu du foyer fiscal, la même proportion de la dette fiscale totale du parent bénéficiaire doit être incluse dans les besoins de l'enfant et, par conséquent, seule la différence doit être incluse dans les besoins du parent bénéficiaire (ATF 147 III 457 consid. 4.2.3.5; arrêt du Tribunal fédéral 5A\_816/2019 du 25 juin 2021 consid. 4.2.3.5). Lorsqu'il s'agit de fixer la contribution à l'entretien, il convient de prendre en considération que le conjoint vit en communauté avec une autre personne. La durée du concubinage n'est pas déterminante. Ce qui importe, c'est que les intéressés tirent des avantages économiques de leur relation, soit qu'ils forment une communauté de toit et de table ayant pour but de partager les frais et les dépenses (ATF 138 III 97 consid. 2.3.2; arrêt du Tribunal fédéral 5A\_1068/2021 du 30 août 2022 consid. 3.2.1). En règle générale, on considère que le concubin règle la moitié du loyer et que le minimum vital de l'époux qui vit en concubinage s'établit à la moitié du montant de base de deux adultes formant une communauté domestique durable, conformément aux lignes directrices pour le calcul du minimum d'existence selon l'art. 93 LP (ATF 144 III 502 consid. 6.6; 137 III 59 consid. 4.2.2; arrêt du Tribunal fédéral 5A\_1068/2021 du 30 août 2022 consid. 3.2.1). Dans le cadre du calcul d'une contribution d'entretien pour un enfant né de parents non mariés, placé sous la garde exclusive de l'un des deux, il n'y a pas lieu de tenir compte virtuellement du parent gardien comme une "grande tête". L'éventuel excédent doit par conséquent être réparti à

raison d'une "grande tête" pour le débiteur d'entretien et d'une "petite tête" pour l'enfant (ATF 149 III 441 consid. 2.7; arrêts du Tribunal fédéral 5A\_341/2023 du 14 août 2024 consid. 4.1; 5A\_936/2022 du 8 novembre 2023, consid. 3.3). La part d'excédent n'est pas destinée à la constitution d'un patrimoine, mais sert à couvrir les besoins courants de l'enfant. C'est pourquoi, en cas d'excédents élevés, elle ne doit pas s'étendre de manière linéaire dans des proportions incommensurables, mais doit être limitée de manière appropriée, dans l'exercice d'un pouvoir d'appréciation orienté sur le cas d'espèce, pour des raisons éducatives et de besoins concrets (ATF 147 III 265 consid. 6.2 et 6.6; arrêt du Tribunal fédéral 5A\_936/2022 du 8 novembre 2023 consid. 3.3). Dans les situations particulièrement favorables, une limitation de la part d'excédent pourra souvent se justifier, le juge ne pouvant pas étendre de manière linéaire et indéfiniment la part d'excédent destinée à l'enfant. Il devra le cas échéant la limiter en faisant usage de son pouvoir d'appréciation (art. 4 CC) et en tenant compte des circonstances du cas d'espèce, ceci tant pour des motifs éducatifs que pour que la part allouée corresponde aux besoins concrets de l'enfant (ATF 149 III 441 consid. 2.5; 147 III 265 consid. 6.2-6.6, 7.3 in fine; arrêt du Tribunal fédéral 5A\_468/2023 et 5A\_603/2023 du 29 janvier 2024 consid. 6.3.2). Lorsque les parents ne sont pas mariés, il veillera aussi à ne pas financer indirectement l'autre parent en fixant des contributions d'entretien excessives en faveur des enfants (ATF 149 III 441 consid. 2.6; 147 III 265 consid. 7.4; arrêts du Tribunal fédéral 5A\_468/2023 et 5A\_603/2023 du 29 janvier 2024 consid. 6.3.2; 5A\_936/2022 du 8 novembre 2023 consid. 3.3). D'expérience, les besoins qui doivent être financés au moyen de l'attribution d'une part d'excédent (loisirs, hobbies, vacances, etc.) augmentent avec l'âge de l'enfant, ce qu'il faut aussi prendre en considération (ATF 149 III 441 consid. 2.6; arrêt du Tribunal fédéral 5A\_936/2022 du 8 novembre 2023 consid. 3.3).

4.2.1 Selon les appelants, il conviendrait d'ajouter aux revenus de B\_\_\_\_\_ le montant des rentes AI et LPP que cette dernière perçoit pour ses enfants. Ils invoquent à cet égard un arrêt de la Cour d'appel civile du Tribunal cantonal vaudois du 26 juillet 2022, rendu dans la cause HC/2022/469, dans lequel le Tribunal cantonal vaudois a considéré que la rente complémentaire pour enfant au sens de l'art. 35 LAI constituait un revenu du parent invalide destiné à l'enfant, mais non un revenu de l'enfant. La charge fiscale de la mère devait de plus être réévaluée, dans la mesure où les frais d'écolage payés par l'intimé étaient considérés comme des contributions d'entretien du point de vue fiscal et, partant, imposés en tant que revenus du crédentier et déductibles pour le débirentier. Il convenait également d'imputer 20% comme part de loyer à chaque enfant, et non pas 15%, comme l'avait fait le Tribunal. Finalement, il n'existait aucune raison d'écarter les frais de véhicule de B\_\_\_\_\_, dans la mesure où son usage était nécessaire pour conduire les enfants à leurs activités extra-scolaires. Les revenus de B\_\_\_\_\_, tels qu'établis par le Tribunal à 6'529 fr. 70 net, doivent être confirmés. En effet, contrairement à ce que soutient les appelants, la jurisprudence fédérale prévoit que les allocations familiales et les rentes des assurances sociales doivent être retranchées du coût de l'entretien de l'enfant et non ajoutées aux revenus du parent gardien. L'opinion isolée du Tribunal cantonal vaudois sur ce point ne lie pas la Cour. Les frais de logement de B\_\_\_\_\_ seront arrêtés à 458 fr. 50 par mois (70% x 655 fr.), comprenant les intérêts hypothécaires de son domicile actuel à la route 1\_\_\_\_\_ no. \_\_\_\_\_ uniquement (208 fr. [intérêts hypothécaires] + 425 fr. [charges du logement à la route 1\_\_\_\_\_ no. \_\_\_\_\_] + 22 fr. [assurance habitation]). Il ne se justifie en effet pas d'intégrer les frais relatifs à son futur logement au chemin 2\_\_\_\_\_ no. \_\_\_\_\_, dans la mesure où il ne s'agit pas encore de son domicile. Le taux de participation de 15% par enfant au frais de logement de B\_\_\_\_\_ sera

par ailleurs confirmé, dans la mesure où il est conforme à la jurisprudence et à la pratique développée en la matière. Un montant arrondi de 201 fr. sera retenu pour les frais de véhicule de la mère, étant précisé que ce montant ne comprend pas l'impôt sur le véhicule, dans la mesure où le document produit ne permet pas d'en établir le montant. Selon le calcul effectué au moyen de la calculette de l'administration fiscale genevoise, les impôts des appelants et de leur mère peuvent être estimés à 30'342 fr. par an, soit 2'528 fr. 50 par mois. Cette charge sera répartie entre les appelants et leur mère proportionnellement à leurs revenus respectifs, de sorte qu'un montant de 1'149 fr. sera retenu dans les charges de B\_\_\_\_\_ à titre d'impôt. Ses autres charges, telles qu'arrêtées par le Tribunal, seront confirmées. Les charges mensuelles de B\_\_\_\_\_ totalisent ainsi un montant arrondi de 4'092 fr. (1'350 fr. [base d'entretien LP] + 458 fr. 50 (logement) + 736 fr. 20 [assurances-maladies] + 97 fr. 50 [frais médicaux non-remboursés] + 100 fr. [forfait télécommunications] + 201 fr. [frais véhicule] + 1'149 fr. [impôts]). Son disponible s'élève ainsi à un montant arrondi de 2'438 fr. par mois (6'529 fr. 70 [revenus] – 4'092 fr. [charges]).

4.2.2 Les appelants reprochent au Tribunal de ne pas avoir imputé de revenus locatifs à l'intimé concernant sa propriété en France, qu'ils estiment à 1'850 fr. par mois. Son minimum vital LP et son loyer devaient être réduits de moitié car il vivait en concubinage. Le forfait pour les frais de repas pris à l'extérieur de l'intimé devait être écarté de ses charges et sa charge fiscale réévaluée. Le loyer de l'appartement de l'intimé qu'il loue meublé à un tiers en France est de 920 euros par mois, soit 11'040 euros par an. A teneur de la déclaration fiscale française de l'intimé, les frais en lien avec ce bien sont de 15'000 euros par an. A ce stade de la procédure, il n'est ainsi pas rendu vraisemblable que l'intimé perçoit effectivement un revenu locatif en lien avec ce bien. Aucun montant ne sera dès lors retenu à ce titre. C'est en outre à juste titre que le Tribunal n'a pas considéré que l'intimé vivait en concubinage. En effet, après une brève période de transition, durant laquelle il a vécu avec sa nouvelle compagne en France, il a pris en location un appartement à son nom pour un montant mensuel de 2'870 fr. charges incluses. Rien n'indique qu'il vivrait avec sa nouvelle compagne dans ce logement. Le propriétaire de l'appartement où vit sa compagne a par ailleurs confirmé que cette dernière y résidait toujours en tant que locataire. Ces éléments suffisent ainsi, au stade de la vraisemblance, à retenir que l'intimé ne forme pas un concubinage avec sa nouvelle compagne, de sorte qu'il n'y a pas lieu d'adapter ses charges en conséquence. Il ne se justifie en revanche pas d'ajouter dans les charges de l'intimé un montant de 242 fr. au titre de frais de repas à l'extérieur, dans la mesure où il n'est pas parvenu à rendre vraisemblable qu'il serait contraint de prendre ses repas sur son lieu de travail. Il conviendra en revanche d'inclure ses frais de véhicule, qui seront arrêtés à 189 fr. 30, conformément à la jurisprudence développée en la matière. Dès lors, aucun abonnement aux transports publics ne sera retenu dans ses charges. Un montant de 1'700 fr. par mois sera retenu pour ses acomptes d'impôts, soit un impôt sur le revenu estimé, au moyen de la calculatrice mise à disposition par l'Administration fiscale cantonale, à 20'393 fr. par année. Contrairement à ce qu'affirme l'intimé, les frais d'écolage dont il s'acquitte pour ses enfants pourront bien être déduits de ses impôts. Ces frais ont en effet été pris en considération dans l'établissement des charges de ses enfants. Ils ont également été libellés comme contributions d'entretien dans le dispositif de l'ordonnance querellée (cf. chiffre 5 du dispositif de l'ordonnance querellée). Ses autres charges, telles qu'arrêtées par le Tribunal, seront confirmées. Les charges mensuelles de l'intimé totalisent ainsi un montant arrondi de 6'850 fr. (1'200 fr. [base d'entretien LP] + 2'870 fr. (loyer) + 510 fr. 60 [assurances-maladies] + 239 fr. [frais médicaux non-remboursés] + 100 fr. [forfait

télécommunications] + 189 fr. 30 [frais véhicule] + 41 fr. [assurance responsabilité civile] + 1'700 fr. [impôts]. Son disponible s'élève ainsi à un montant arrondi de 7'206 fr. par mois (14'056 fr. 60 [revenus] – 6'850 fr. [charges]). 4.2.3 Le montant de 180 fr. arrêté par le Tribunal pour les cours d'allemand des enfants sera confirmé, dans la mesure où il n'est pas rendu vraisemblable que ceux-ci seraient dispensés tout au long de l'année. Les frais médicaux non-remboursés seront également confirmés, dans la mesure où ils sont vraisemblables. Les frais de loisirs des enfants, ainsi que de camps de vacances devront en revanche être financés par l'excédent des parties, conformément à la jurisprudence. La part d'impôt de C\_\_\_\_\_ à la charge fiscale de sa mère, telle qu'arrêtée ci-dessus, s'élève à 689 fr. (2'528 fr. 50 [impôts totaux de sa mère] – 1'149 fr. [part d'impôts de sa mère] = 1'379 fr. 50 / 2). Ses autres charges, telles qu'arrêtées par le Tribunal, seront confirmées. Les charges de C\_\_\_\_\_ totalisent ainsi un montant arrondi de 3'856 fr. (600 fr. [base d'entretien LP] + 98 fr. [part de frais de logement] + 152 fr. 65 [assurances-maladies] + 54 fr. [frais médicaux non-remboursés] + 2'229 fr. [frais d'écolage] + 33 fr. [frais de transport] + 689 fr. [part d'impôt]). Allocations familiales, rente AI et prestations LPP déduites, les coûts directs de C\_\_\_\_\_ s'élèvent dès lors à un montant arrondi de 2'457 fr. (1'398 fr. 50 [allocations familiales, rente AI et prestations LPP] – 3'856 fr.). 4.2.4 Contrairement à ce que soutient l'intimé, le Tribunal a intégré à juste titre un montant de 300 fr. au titre de frais d'études accompagnées dans les charges de A\_\_\_\_\_. En effet, il ressort de la pièce 52 produite par l'intimé que les coûts d'études accompagnées ne sont pas incluses dans les frais d'écolage en 2'242 fr. retenus par le Tribunal. Les frais de loisirs (basket, piano) ainsi que de camps de vacances devront être financés par l'excédent des parties, conformément à la jurisprudence. La part d'impôt de A\_\_\_\_\_ à la charge fiscale de sa mère, telle qu'arrêtée ci-dessus, s'élève à 689 fr. (2'528 fr. 50 [impôts totaux de sa mère] – 1'149 fr. [part d'impôts de sa mère] = 1'379 fr. 50 / 2). Ses autres charges, telles qu'arrêtées par le Tribunal, seront confirmées. Les charges de A\_\_\_\_\_ totalisent un montant arrondi de 4'122 fr. (600 fr. [base d'entretien LP] + 98 fr. [part de frais de logement] + 153 fr. 90 [assurances-maladies] + 6 fr. 50 [frais médicaux non-remboursés] + 2'242 fr. [frais d'écolage] + 300 fr. [frais d'études accompagnées] + 33 fr. [frais de transport] + 689 fr. [part d'impôt]). Allocations familiales, rente AI et prestations LPP déduites, les coûts directs de A\_\_\_\_\_ s'élèvent dès lors à un montant arrondi de 2'724 fr. (1'398 fr. 50 [allocations familiales, rente AI et prestations LPP] – 4'122 fr.). 4.2.5 Comme l'a jugé à bon droit le Tribunal, il se justifie de mettre l'entretien des enfants à la charge de l'intimé puisque la mère est attributaire de la garde. Après déduction de ses propres charges et des coûts directs de ses enfants, l'intimé bénéficie d'un excédent de 2'025 fr. 60 (14'056 fr. 60 [revenus de l'intimé] – 6'850 fr. [charges de l'intimé] – 2'457 fr. [charges de C\_\_\_\_\_] – 2'724 fr. [charges de A\_\_\_\_\_]). La mère bénéficie quant à elle d'un excédent de 2'438 fr. par mois. Le Tribunal a limité la part d'excédent due à chaque enfant à 200 fr. par mois, afin de tenir compte de l'ensemble des circonstances, notamment du fait que le disponible de la mère des enfants était plus élevé que celui du père. La mère des appelants critique cette répartition, faisant valoir que l'excédent de l'intimé devrait être réparti à hauteur de 447 fr. 75 par enfant. Ce grief est injustifié. La somme de 200 fr. par mois fixée par le Tribunal est suffisante pour financer les activités de loisirs des enfants dont le coût, selon les pièces produites, est inférieur à ce montant. Il convient de plus de tenir compte du solde disponible de chacun des deux parents pour déterminer le droit des enfants à la participation de l'excédent du parent non gardien. Or en l'espèce, après déduction du montant de 400 fr. alloué par le Tribunal aux enfants, le solde disponible de la mère des appelants est largement supérieur à celui de l'intimé.

L'allocation aux enfants d'un montant plus élevé que celui retenu par le Tribunal défavoriserait de manière inéquitable l'intimé et reviendrait à financer indirectement le train de vie personnel de la mère, ce qui n'est pas admissible. L'intimé doit pouvoir disposer d'un montant suffisant pour financer ses propres activités avec les enfants pendant le droit de visite et les vacances. La mère de ceux-ci peut quant à elle utiliser une partie de son disponible pour financer les activités complémentaires des enfants pendant les vacances. Il résulte de ce qui précède que, en allouant aux enfants un montant de 200 fr. chacun au titre de répartition de l'excédent, le Tribunal a fait une application correcte du droit. La contribution à laquelle C\_\_\_\_\_ aurait droit est ainsi de 430 fr. arrondis par mois (2'457 fr. [charges de C\_\_\_\_\_] – 2'229 fr. [frais d'écolage de C\_\_\_\_\_] + 200 fr. [part d'excédent]). Celle à laquelle A\_\_\_\_\_ aurait droit est quant à elle de 680 fr. par mois (2'724 fr. [charges de A\_\_\_\_\_] – 2'242 fr. [frais d'écolage de A\_\_\_\_\_] + 200 fr.). Dans la mesure où l'intimé n'a pas formé appel contre l'ordonnance du Tribunal, et où ces montants sont proches de ceux retenus par celui-ci, il n'y a pas lieu de modifier la décision querellée.

## **E. 5**

Les frais judiciaires d'appel seront arrêtés à 1'000 fr. (art. 32 et 37 RTFMC) et mis à la charge des parties pour moitié chacune, vu la nature familiale du litige (art. 94, 104 al. 1, 105, 106 al. 1 et art. 107 al. 1 let. c CPC). Ils seront compensés avec l'avance de frais de même montant fournie par les appelants, qui demeure acquise à l'Etat (art. 111 al. 1 CPC) et l'intimé sera condamné à payer 500 fr. aux appelants à titre de remboursement partiel de leur avance (art. 111 al. 2 CPC). Pour les mêmes motifs, il ne sera pas alloué de dépens d'appel (art. 107 al. 1 let. c CPC). \* \* \* \* \* PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : A la forme : Déclare recevable l'appel interjeté le 8 juillet 2024 par les mineurs C\_\_\_\_\_ et A\_\_\_\_\_, représentés par leur mère B\_\_\_\_\_, contre l'ordonnance OTPI/392/2024 rendue le 25 juin 2024 par le Tribunal de première instance dans la cause C/26570/2023-22. Déclare irrecevable l'appel en tant qu'il est formé par B\_\_\_\_\_ à titre personnel. Au fond : Confirme l'ordonnance querellée. Déboute les parties de toutes autres conclusions. Sur les frais : Arrête les frais judiciaires d'appel à 1'000 fr., les met à la charge des parties à raison de la moitié chacune et les compense à due concurrence avec l'avance de frais fournie par les mineurs C\_\_\_\_\_ et A\_\_\_\_\_, représentés par leur mère, laquelle demeure entièrement acquise à l'Etat de Genève. Condamne D\_\_\_\_\_ à verser aux mineurs C\_\_\_\_\_ et A\_\_\_\_\_, représentés par leur mère, solidairement entre eux, 500 fr. à titre de remboursement des frais judiciaires. Dit que chaque partie supporte ses propres dépens d'appel. Siégeant : Monsieur Laurent RIEBEN, président; Madame Fabienne GEISINGER-MARIETHOZ, Madame Ursula ZEHETBAUER GHAVAMI, juges; Madame Jessica ATHMOUNI, greffière. Indication des voies de recours : Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110 ), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile. Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14. Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF supérieure ou égale à 30'000 fr.